

A partir des deux séries de chiffres pour 1985 et 1986, je voudrais comparer les dividendes versés aux actionnaires par rapport aux immobilisations et aux dépenses d'exploration de ces cinq importantes sociétés pétrolières. En 1985, cette proportion était de 30 p. 100 pour Imperial Oil, 23 p. 100 pour Shell, 32 p. 100 pour Gulf, 56 p. 100 pour Texaco et 105 p. 100 pour Amoco.

Noir sur blanc, cela revient à dire qu'Amoco a sorti 1,05 \$ du pays pour chaque dollar investi au Canada. Il y a donc eu sortie nette de capitaux en 1985 et cette situation était encore bien pire en 1986. L'an dernier, ces pourcentages étaient de 57, 23, 61, 56 et 641 p. 100 pour Imperial, Shell, Gulf, Texaco et Amoco respectivement. C'est dire que cette dernière société a sorti 6.41 \$ du Canada pour chaque dollar investi chez nous en 1986.

C'est à cause d'une telle situation que mes collègues et moi, et tant d'autres Canadiens, nous nous inquiétons non seulement de la main-mise étrangère dans ce secteur, mais également du bilan d'Amoco en particulier.

Quelques questions me trottent dans la tête. Le ministre s'est esquivé momentanément, j'en suis sûr, puisqu'il a assisté à ce débat jusqu'ici.

Devant une conjoncture aussi extraordinaire, à savoir la situation particulièrement avantageuse de Dome Petroleum en tant que propriété canadienne et le rôle capital qu'elle pourra jouer, devant l'attitude pour le moins troublante des entreprises étrangères dans ce secteur en général et celle plus qu'inquiétante d'Amoco, comment expliquer ce qui ne peut être décrit que comme un comportement lamentable de la part du gouvernement fédéral en pareilles circonstances? Je crois que deux raisons expliquent ce comportement. D'une part, le préjugé du gouvernement en faveur du marché, ou en termes plus explicites, son idée bien arrêtée que ce qui est bon pour les actionnaires est forcément bon pour le Canada. Nous croyons qu'il faut tenir compte des besoins des actionnaires dans le secteur privé. C'est cependant une grave erreur pour un parti politique de confondre le bien du pays avec celui des actionnaires, et il est temps que le gouvernement conservateur le comprenne.

Deuxièmement, et je crois que l'on cerne là le problème de plus près, et j'espère que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en parlera, je crois qu'au-delà de l'idéologie de marché qui caractérise un si grand nombre des décisions du gouvernement, ce dernier a maintenant précipité le Canada dans ce terrible gâchis ou n'a pas réussi à nous en tirer à cause des négociations sur le libre-échange. Tout le pays savait durant la dernière campagne électorale que le gouvernement Reagan voulait se débarrasser de l'AEIÉ. Les Américains estimaient que nous avions trop de contrôle national sur les investissements au Canada, et ils s'opposaient à l'AEIÉ. Les conservateurs ont promis de changer cela et ils ont tenu parole. Ils ont remplacé l'Agence par Investissement Canada.

Ce dernier organisme a approuvé presque toutes les offres importantes d'acquisition, mais encore une fois, comme le savent tous ceux d'entre nous qui ont suivi les négociations sur

Article 29 du Règlement

le libre-échange, les Américains ont trouvé à redire à Investissement Canada et ont fait savoir bien clairement qu'il n'y aura aucun accord avec les États-Unis dans le cadre des négociations sur le libre-échange auxquelles le premier ministre (M. Mulroney) accorde une si grande priorité, à moins qu'il n'y ait libre circulation presque totale des investissements de part et d'autre du 49^e parallèle.

En termes plus directs, cela veut dire qu'ils veulent un accès complet à n'importe quelle acquisition dans tous les secteurs de l'économie canadienne où ils souhaitent investir. Si le gouvernement accepte cette mentalité de marché international, cela plaira peut-être à ses députés d'arrière-ban, mais il le regrettera le jour où les Canadiens comprendront que cela correspond en définitive au bradage du Canada, et nous ne resterons pas là sans rien faire à regarder le gouvernement essayer de se le faire pardonner.

Pour montrer que ce n'est pas simplement là une affirmation gratuite, aux informations de ce soir, on a rapporté que M. Bruce Smart, le sous-secrétaire d'État au Commerce des États-Unis, aurait déclaré que, du point de vue des États-Unis, Investissement Canada aurait intérêt à ne pas refuser l'offre d'Amoco. D'après lui, Investissement Canada, organisme créé par le Parlement du Canada, ferait mieux de ne pas agir dans l'intérêt du Canada. Or nous soutenons que ni le gouvernement des États-Unis ni ses porte-parole en matière de commerce n'ont le droit de nous dire quels secteurs nous pouvons contrôler dans l'intérêt du Canada. Les représentants démocratiquement élus sont les seuls à pouvoir prendre ce genre de décision, et il s'agit du Parlement du Canada, et non pas du Congrès des États-Unis ou de l'un de ses représentants.

Je suis d'avis que le gouvernement n'a pas mêlé Petro-Canada ...

M. Kindy: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le temps alloué par intervenant est généralement de 20 minutes et le député parle depuis une demi-heure déjà.

M. le Président: Le député de Calgary-Est (M. Kindy) vient de soulever une objection au sujet de la durée de l'intervention de l'honorable chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent). Sur le plan de la procédure, le député a évidemment raison. Toutefois, les députés savent que la présidence est intervenue il y a quelques minutes et a rappelé au député d'Oshawa que, en ce qui concerne le débat même, il avait effectivement dépassé son temps de parole, mais qu'en vertu d'un usage en vigueur à la Chambre dans de telles circonstances, il convient de faire preuve d'une certaine souplesse. La présidence a laissé entendre que c'était le cas en l'occurrence et la Chambre s'est dite d'accord.

Le député va respecter, j'en suis sûr, les règles de civilité habituelles, et permettre au chef du Nouveau parti démocratique de terminer ses observations, sans oublier, bien sûr, que le nouveau Règlement accorde une certaine latitude dans les débats de ce genre. Si la Chambre est d'accord, la présidence préférerait procéder ainsi pour le moment et je suis sûr que le député d'Oshawa n'abuserait pas de la prolongation qu'accorderait le député de Calgary-Est.